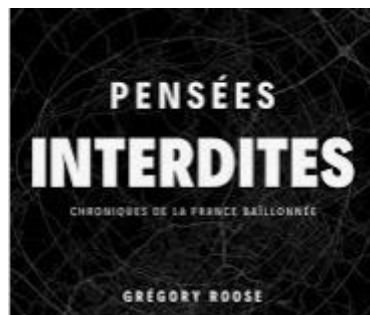


Pensées interdites, France bâillonnée : à quand le Grand Rapatriement ?



Riposte Laïque : Vous publiez donc votre premier livre, « Pensées interdites, chroniques de la France bâillonnée ». Avant d'évoquer cet ouvrage, pourriez-vous vous présenter à nos lecteurs, pour qu'ils vous connaissent mieux ?

Grégory Roose : je me définirais comme un auteur-militant. Auteur parce que j'écris régulièrement dans la presse alternative, je suis très actif sur Twitter et j'ai fondé le média de réinformation Adoxa fin 2018. Militant parce que je tente d'agir, à mon modeste niveau, contre les provocations islamistes ou anti-occidentales. Je suis par exemple à l'origine de la pétition appelant à interdire la venue de Médine au Bataclan, signée par plus de 30 000 personnes. J'ai été le premier à révéler les horreurs de Nick Conrad, le rappeur noir qui veut « tuer les bébés blancs » et, plus récemment, j'ai lancé une pétition pour soutenir votre démarche qui consistait à empêcher l'islamiste Marwan Muhammad, ancien patron du CCIF, de dédicacer son livre à Magnanville, la ville où un couple de policiers a été sauvagement assassiné par un islamiste en juin 2016 (la séance de dédicace a depuis été annulée par les organisateurs).

Mon parcours militant est plutôt à contre-courant puisque c'est en politique que j'ai commencé mon engagement à visage découvert contre l'islamisation de la France et de l'Europe. Après deux années passées au Front national en tant que responsable départemental, je me suis retiré de la vie politique locale. Le militantisme, c'est porter la parole d'un autre. Rester enfermé dans un cadre idéologique qu'il me plaît de transcender ne me convenait donc pas. Prenons l'exemple de l'immigration. Le Rassemblement national, avec qui je partage évidemment beaucoup de points de vue, propose de limiter l'accueil des nouveaux arrivants en provenance d'Afrique et du Maghreb notamment. Pour ma part, je considère que cinquante ans de politique migratoire permissive, laxiste ont accéléré ce processus de remplacement de notre population. Ralentir l'immigration repousserait l'échéance de notre disparition en tant

que peuple. L'arrêter la reporterait encore davantage, mais n'interromprait pas ses effets : une grande partie des seconde et troisième générations d'immigrés reproduit un schéma religieux, culturel et sociétal allogène, avec un taux de fécondité supérieur à celui des Français. L'inverser, voici donc notre seul salut.

Riposte Laïque : Pourquoi avoir écrit ce livre ? D'où vous est venue l'idée ?

Grégory Roose : C'est un vieux rêve qui se réalise. Un livre, c'est avant tout un objet qui lie un auteur et un lecteur dans une dimension spatio-temporelle qui dépasse nos frêles existences. Écrire un livre, c'est faire passer un message. Le mien, c'est de proposer et d'aider à convaincre. J'ai écrit ce livre pour proposer des outils à toutes les victimes éclairées des dérives du communautarisme, du progressisme, de l'immigration massive ou de l'islamisation. Je l'ai écrit comme un guide composé de petites phrases courtes, d'aphorismes permettant de se conforter dans leur vision du monde mais surtout pour les aider à convaincre ceux qui n'ont pas d'avis et ceux qui ont trop peur d'en avoir.

Riposte Laïque : Pensez-vous vraiment que la majorité des Français pensent qu'ils sont bâillonnés ? Ils ont des centaines de chaînes de télévision, ils ont internet, ils ont 34 listes aux Européennes, ils vont voter aux prochaines municipales. Pour beaucoup d'entre eux, il y a pire, comme dictature, seuls des gens comme vous ou nous souffrons vraiment de la censure, non ?

Grégory Roose : Excellente question qui éclaire sur la situation paradoxale de notre époque. En réalité, la liberté d'expression se désagrège aussi rapidement que les moyens dont dispose le citoyen lambda pour diffuser ses idées se développent. Il peut en effet paraître paradoxal d'affirmer que la liberté d'expression des Français est bâillonnée dans un contexte d'explosion des moyens de communication et d'information : l'avènement d'internet, des réseaux sociaux, la démultiplication des chaînes de télévision, de radios et de médias alternatifs rendent assez peu crédible cette thèse. Tout est cependant question de contrôle et de concentration du pouvoir.

Le pluralisme de la presse française n'est qu'une apparence. La grande majorité des titres de presse diffusés en France sont la propriété des quelques grands industriels, souvent milliardaires. Cette sur-concentration de la propriété des médias français pose un véritable problème dont l'enjeu est l'indépendance de l'information et, in fine, de la liberté d'expression qui en découle. En effet, si chacun est libre de s'exprimer dans les limites de nombreuses lois au fondement idéologique, l'accès à ces médias de masse est néanmoins restreint aux porte-paroles d'une idéologie conforme à la doxa politico-médiatique. Quant aux réseaux sociaux, s'ils étaient à l'origine un lieu saint de la liberté d'expression, la censure y fait peu à peu son apparition : tous mes comptes Facebook ont été supprimés il y a quelques mois pour avoir défendu Génération identitaire que Facebook semble considérer comme une organisation criminelle à en croire leurs conditions générales

d'utilisation. Dans le même esprit, la loi visant à « lutter contre la haine sur internet » est une sérieuse menace pour la liberté d'expression. Le pouvoir législatif va ainsi utiliser la « haine », un sentiment, comme fondement juridique pour limiter la liberté d'expression. Parallèlement, le pouvoir judiciaire a utilisé la « fraternité », un sentiment, pour tolérer l'aide illégale aux immigrés clandestins et lever ainsi le « délit de solidarité », expression inventée par les associations immigrationnistes pour justifier leur interprétation toute personnelle de la préservation de l'intérêt général.

Riposte Laïque : Vous abordez ce que vous appelez la dictature des minorités. Vous avez des exemples, et vous proposez quoi ?

Grégory Roose : Les grands médias semblent se complaire à surreprésenter les exigences de minorités en tout genre et de nombreuses associations qui souvent ne représentent qu'elles-mêmes : végétariens féministes, collectifs de cisgenres et non-binaires et autres associations de défense des minorités autoproclamées « victime » de quelqu'un. Le traitement médiatique de ces revendicateurs acharnés est un véritable tour de force qui consiste à présenter la réclamation de l'ultra-minorité comme la future norme sociétale contre laquelle il serait rétrograde et sectaire de s'opposer. Ces comportements souvent asociaux sont ainsi présentés comme des revendications légitimes participant à la genèse d'une société plus « inclusive et respectueuse des droits de l'homme » pour paraphraser un verbiage désormais commun. L'ultra-minorité ainsi médiatisée ringardise la normalité au point de donner à ce mot, normalité, une connotation négative, excluante. Au nom de l'égalitarisme dogmatique, plus rien ne doit être normal, mais tout doit le devenir. Pis, la critique des exigences minoritaires provoque inévitablement des procès en *-isme* et le risque de bannissement social voire le harcèlement médiatique contre lesquels presque personne n'ose s'élever autrement que timidement, par crainte de subir le même traitement.

En subventionnant les médias qui propagent ces exigences minoritaires, en favorisant et en accompagnant l'émergence des velléités communautaristes (théorie du genre, grossophobie, islamophobie, « haine » sur internet, homophobie, racisme, sexisme, LGBT(azerty)phobie et même glottophobie), le progressisme incarné par Emmanuel Macron encourage avec zèle ces comportements égocentrés qui n'ont d'autres objectifs que de morceler, à termes, l'unité de la nation en donnant une légitimité à cette mosaïque de communautés.

Ma proposition est simple. Il faut supprimer les subventions aux associations communautaristes, aux organes de presse qui propagent leur idéologie, ce qui permettrait de leur retirer la visibilité dont ils bénéficient et les moyens de fonctionner. Chaque année, environ 40 milliards d'euros d'argent public sont généreusement versés aux associations de tout genre. En 2017, le montant total des aides de l'État attribuées à la presse écrite s'élevait entre 580 millions d'euros et 1,8 milliard d'euros. En ponctionnant une partie de ces

subventions (car certaines permettent néanmoins de faire fonctionner des associations d'utilité publique), l'organisation du Grand Rapatriement pourrait être, au moins partiellement, financée.

Riposte Laïque : Le point fort de votre livre est le passage sur « Le Grand Rapatriement » pour éviter « Le Grand Remplacement ». Que répondez-vous à ceux qui vous disent que ce n'est plus possible, avec notamment le nombre de musulmans (le CFCM en revendique 11 millions) et l'importance qu'a prise l'immigration africaine en France ?

Grégory Roose : Le Grand Rapatriement, que j'évoque dans *Pensées interdites* et que je développerai dans un prochain livre, est la déclinaison opérationnelle de l'intention de Remigration. Vous avez raison de dire que beaucoup pensent, y compris dans nos rangs, qu'elle est impossible. C'est faux. Elle est non seulement (encore) possible, mais elle est la condition nécessaire à la survie de notre civilisation. Le Grand Rapatriement est un projet d'espoir pour les deux camps, celui des autochtones victimes et celui des allogènes victimisés. Celui des victimes diabolisées et celui des agresseurs excusés.

En 2018, la France comptait 13,2 millions d'immigrés ou de descendants directs d'immigrés. Ce chiffre ne prend pas en considération les naturalisés de longue date et leur descendance qui n'entrent pas dans ces statistiques. Selon ces chiffres de l'INSEE, qui sont une fourchette basse, au moins un habitant sur cinq était, en France, immigré ou issu d'une première génération d'immigrés, dont près de la moitié proviennent d'Afrique. Le peuple français accueille donc, depuis des décennies, des individus qui ne s'assimilent plus dans leur écrasante majorité. Arrivés presque simultanément et en grand nombre sur le territoire national, ils ont formé des diasporas, des communautés puis une population à part entière, distincte de la communauté nationale de par leurs pratiques, culture et rites qu'ils ont importés de leur pays d'origine et qu'ils continuent à faire vivre en France. Ce phénomène conduit à un remplacement ethnique progressif et irréversible, à long terme, de la population française de souche plus ou moins ancienne, composée d'individus qui s'y sont parfaitement bien assimilés, par une population hétérogène et cosmopolite, principalement africaine, qui maintient ses habitus ethnico-religieux dans leur pays d'accueil voire de naissance. Le communautarisme ethnique est un poison pour l'unité nationale. L'assimilation en est le remède. Le Grand Rapatriement, l'antidote.

Le « Grand Rapatriement », c'est donc le renvoi des individus indésirables de par leur comportement, leur situation irrégulière ou l'incompatibilité de leurs compétences par rapport aux besoins économiques de la France dans leur

patrie d'origine. C'est le seul antidote sérieux aux conséquences de l'immigration massive. Cette réponse ferme au Grand Remplacement ne doit néanmoins pas se faire dans l'aveuglement et encore moins dans le sang. Répondre à l'insidieuse cruauté du changement de population par l'horreur d'un conflit armé, c'est agir contre l'humanité. Le « Grand Rapatriement » n'est pas un exode organisé. Ce n'est pas une déportation aveugle ni arbitraire d'un groupe d'individus « sur le fondement de son origine, de son sexe, de sa situation de famille, ... » pour reprendre l'ahurissante litanie antiraciste et communautariste érigée en loi de la République. Le « Grand Rapatriement » n'est pas une menace pour les Français d'origine extra-européenne qui placent la France devant leur religion et leur origine, qui ont su embrasser la France, son histoire, ses coutumes, ses traditions et se fondre dans son peuple en perpétuant une tradition deux fois millénaire d'assimilation, tant que celle-ci se produisait dans des proportions congrues.

Le « Grand Rapatriement » doit être la conséquence opérationnelle d'une rupture de contrat entre un peuple autochtone et des fragments de peuples exogènes et dissidents. Le « Grand Rapatriement », c'est la paix pour tous, le seul et unique moyen d'éviter la guerre qui couve sur notre sol.

Riposte Laïque : Comment se procure-t-on ce livre, Grégory ?

Grégory Roose : J'ai eu beaucoup de difficulté, pour des raisons que vous pouvez imaginer, à le faire publier. Ma première tentative en auto-édition a été refusée par mon imprimeur pour des raisons idéologiques. Sans le savoir, il donnait raison au sous-titre de mon livre « la France bâillonnée »...

Il est possible de se le procurer :

– via amazon ici :
https://www.amazon.fr/dp/1709173149/ref=cm_sw_r_tw_dp_U_x_qQR0DbB6B2TJ1

– directement auprès de moi, en passant par le site d'Adoxa :
<http://www.adoxa.info/boutique/Pens%C3%A9e-interdites-Chroniques-de-la-France-b%C3%A2illon%C3%A9-p159805390>

J'ai plusieurs contacts avec des librairies qui devraient le proposer à la vente d'ici quelques semaines, mais ce sera au compte goutte !

Riposte Laïque : Souhaitez-vous ajouter quelque chose ?

Grégory Roose : Simplement merci. Merci de m'avoir donné la parole. Merci pour votre travail, votre engagement, pour votre dévouement. Nos anciens ont connu la grandeur de la France. Nous vivons sa décadence. Nos enfants subiront les conséquences de son effondrement si nous échouons à la relever.

Propos recueillis par Pierre Cassen